

Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Vie associative et Maisons pour Tous

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents :

Conditions d'utilisation des locaux des Maisons pour Tous et des salles municipales - Modification - Approbation

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Les Maisons pour Tous sont des lieux importants de lien social dans les quartiers, mais aussi de soutien à la vitalité du tissu associatif et démocratique.

En application de l'article L. 2144-3 du Code général des collectivités territoriales « *Des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations ou partis politiques qui en font la demande. Le maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public. Le conseil municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation. Les locaux communaux peuvent également être mis à la disposition des organisations syndicales, dans les conditions prévues à l'article L. 1311-18.* »

Par délibération n°2014-174 en date du 22 mai 2014, la précédente mandature avait exclu les associations et organisations politiques du bénéfice de mise à disposition de salles dans les maisons pour tous.

Ensuite, pendant le même mandat, par délibération n°2019-052 en date du 6 février 2019, le Conseil municipal avait fixé les possibilités de mise à disposition des salles communales aux partis politiques aux périodes de campagne (une salle par candidat et par tour de scrutin), en excluant les salles des maisons pour tous.

Ces exclusions d'accès aux salles des Maisons pour Tous de 2014 et de 2019 n'ont pas lieu d'être.

En application des dispositions législatives du Code général des collectivités territoriales, les salles municipales, dès lors qu'elles sont disponibles, doivent pouvoir être utilisées à tout moment par toutes associations, partis politiques ou syndicats en faisant la demande.

Cet accès facilité aux locaux publics, outre qu'il s'agit d'une exigence législative, est une des conditions de l'exercice de la démocratie représentative.

Il est donc proposé de maintenir les termes de la délibération n° 2019-052 organisant la mise à disposition des salles municipales en période de campagnes électorales en l'élargissant au périmètre des salles des Maisons pour Tous et par ailleurs d'autoriser la possibilité d'accueillir les partis politiques ou syndicats qui en font la demande à tout moment de l'année dans ces mêmes salles dans les conditions normales.

Bien évidemment, ces demandes seront instruites en fonction des contraintes et disponibilités propres au fonctionnement des services publics assurés dans ces équipements et dans le cadre des règles notamment tarifaires délibérées par le Conseil municipal.

Par ailleurs, une large réflexion a été engagée par les différents services municipaux gérant le patrimoine municipal, visant à simplifier le mode d'attribution des salles municipales aux acteurs associatifs et citoyens du territoire, dans un souci de facilitation de l'accès à leur réservation de créneaux ponctuels ou récurrents. Une prochaine délibération viendra présenter ces modalités d'accès facilité aux salles de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les partis politiques ou les syndicats qui en font la demande à utiliser les salles municipales même en dehors des périodes électorales ;
- d'approuver la démarche de facilitation d'accès des salles municipales aux acteurs du tissu associatif et citoyen ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 10 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 avril 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210412-157619-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 23/04/21
Réception en Préfecture : 23/04/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.